



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 17 août au 21 août 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION

(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Régional** : L'AGOA prolongé jusqu'en 2028
- ❖ **Régional** : L'Ouganda, la Tanzanie et Vitol Bahrain souhaite développer un hub énergétique à Tanga
- ❖ **Éthiopie** : Forte baisse des taux obligataires de court terme

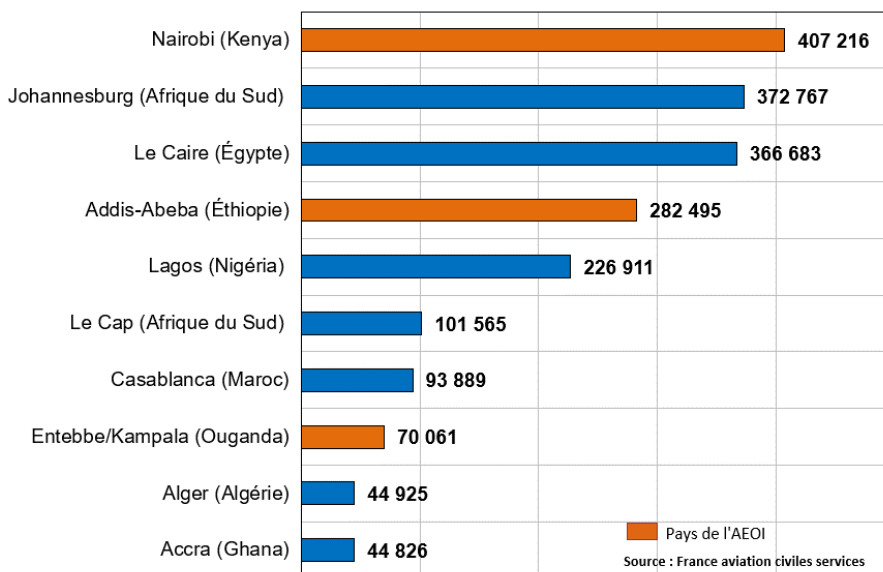
LE CHIFFRE A RETENIR

+27,3 %

**RWANDA : HAUSSE DES TRANSFERTS DE
LA DIASPORA EN 2025**

Le graphique de la semaine

Afrique : classement des aéroports par volume de fret
- en tonnes, en 2025 -



L'Afrique de l'Est confirme son poids dans le fret aérien africain en 2025. Trois aéroports d'Afrique de l'Est figurent parmi les dix premières plateformes africaines : Nairobi (1^{er}), Addis-Abeba (4^e) et Entebbe/Kampala (8^e). Avec 407 216 tonnes de fret traitées en 2025 (+8,3 % par rapport à 2024), l'aéroport international Jomo Kenyatta (JKIA) devance Johannesburg (372 767 tonnes, -3,0 %) et Le Caire (366 683 tonnes, -7,7 %), porté notamment par les exportations horticoles kényanes (fleurs coupées, fruits et légumes). Addis-Abeba atteint 282 495 tonnes (+6,2 %), bénéficiant notamment du réseau d'Ethiopian Airlines et de son rôle de hub continental. Ces performances illustrent l'importance de l'Afrique de l'Est dans les flux de fret aérien du continent, alors que de nombreux projets de développement des infrastructures aéroportuaires régionales sont en cours.

REGIONAL

L'AGOA prolongé jusqu'en 2028

Le 8 août 2026, le Sénat américain a prolongé de deux ans l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA), dont l'expiration était prévue en septembre 2026, garantissant un accès en franchise de droits au marché américain pour 32 pays éligibles d'Afrique subsaharienne jusqu'au 31 décembre 2028. Les droits payés pendant la période de vide juridique seront remboursés. Au sein de la région Afrique de l'Est et océan Indien (AEOI), seuls le Kenya (574,2 M USD [d'exportations vers les États-Unis en 2024](#)), la Tanzanie (87,8 M USD), le Rwanda (1,5 M USD), Madagascar (350,8 M USD), Maurice (65,8 M USD), les Comores (72 000 USD) et Djibouti (191 000 USD) sont éligibles à l'AGOA. Le Burundi, l'Érythrée, l'Éthiopie, les Seychelles, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan et l'Ouganda n'y sont pas éligibles. Les Seychelles ont perdu leur éligibilité après avoir quitté le Système généralisé de préférences (GSP) américain suite à leur accession au statut de pays à revenu élevé. Le Rwanda reste bénéficiaire général mais voit ses avantages en franchise de droits sur les textiles suspendus depuis juillet 2018, en raison de droits de douane élevés et de restrictions sur les vêtements d'occasion importés.

ZLECAf : un projet de 3,1 Md USD pour moderniser les douanes africaines

Le 7 août 2026, le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) a signé une concession de 20 ans avec l'entreprise nigériane Bergmans Security Consultants and Supplies Limited pour développer un système continental de modernisation douanière, un investissement estimé à 3,1 Md USD. L'objectif de la ZLECAf est, notamment, d'atteindre 230 Md USD de commerce intra-africain d'ici 2027. Le projet vise concrètement à interconnecter les systèmes douaniers nationaux, à harmoniser les procédures et à fluidifier les corridors commerciaux. Il prévoit notamment la numérisation des formalités, des systèmes de transit intégrés, la gestion des risques, l'analyse de données et des technologies d'inspection. Une première phase devrait être déployée dans au moins six pays africains, avant une extension à l'ensemble du continent. L'interopérabilité des systèmes devrait pouvoir réduire les délais de dédouanement, limiter les procédures, améliorer la transparence et

renforcer la collecte des recettes douanières. Actuellement seuls 14 % des échanges commerciaux des pays africains se font avec d'autres pays du continent.

L'Ouganda, la Tanzanie et Vitol Bahrain souhaite développer un hub énergétique à Tanga

Le 6 août 2026, la Uganda National Oil Company (UNOC), la Tanzania Petroleum Development Corporation (TPDC) et Vitol Bahrain ont signé un protocole d'accord visant à développer le port tanzanien de Tanga en un hub énergétique régional, renforçant le commerce des carburants, l'investissement et la sécurité énergétique en Afrique de l'Est. Signé à Dar es Salaam en présence des présidents ougandais et tanzanien, l'accord prévoit de développer à Tanga des capacités de raffinage, de stockage et de mélange de produits pétroliers, ainsi que des activités de logistique, de services maritimes et de négoce. L'accord coïncide avec le démarrage attendu dans les prochains mois de la production commerciale de brut en Ouganda, dont les exportations transiteront par l'oléoduc East African Crude Oil Pipeline (EACOP) de 1 443 km jusqu'à Tanga. Vitol Bahrain, fournisseur exclusif de produits pétroliers de l'Ouganda, avait signé l'an dernier un accord de 2 Md USD avec UNOC, lui permettant d'acquérir 20,15 % du capital de Kenya Pipeline Company (KPC) lors de son introduction en bourse en mars 2026. Cet accord s'inscrit dans un contexte où Aliko Dangote a annoncé construire une raffinerie à Lamu, au Kenya, alors que Tanga avait été également identifié. D'une capacité de 700 000 barils par jour, le début de construction de la raffinerie est prévu en octobre, pour un coût estimé à 16 Md USD.

Tanzanie-RDC : volonté de renforcer la coopération bilatérale

La Tanzanie et la République démocratique du Congo (RDC) ont convenu, le 18 août, à Zanzibar, d'approfondir leur coopération économique, sécuritaire et minière. Lors d'un entretien à la State House de Kizimkazi, les Présidents Samia Suluhu Hassan et Félix Tshisekedi ont réaffirmé leur volonté d'intensifier les relations bilatérales. Les deux dirigeants ont notamment annoncé la redynamisation de la Commission permanente

conjointe et la création d'un partenariat stratégique sur les minéraux critiques, incluant l'échange de données géologiques. Ils ont également convenu d'évaluer des projets communs dans les secteurs du pétrole et du gaz. En matière d'infrastructures, les deux pays souhaitent renforcer la connectivité multimodale via les ports de Dar es Salaam, Kigoma et Kalemie, à travers l'amélioration des liaisons routières, du transport lacustre et de l'interconnexion ferroviaire. Sur le plan sécuritaire, la Tanzanie a réaffirmé son soutien à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la RDC et sa disponibilité à apporter une assistance sanitaire face à l'épidémie d'Ebola.

L'Arabie saoudite renforce sa coopération avec le Soudan et le Soudan du Sud

Avec le Soudan, elle a signé un accord portant création d'un Conseil supérieur de coopération et de coordination stratégique, qui couvrira dix domaines, notamment les secteurs politique, économique, commercial et de l'investissement. L'Arabie saoudite est un partenaire commercial majeur pour le Soudan, avec des échanges annuels s'élevant à 1,4 Md USD. Avec le Soudan du Sud, l'Accord général de coopération, signé initialement en 2022, a été ratifié par le Parlement sud-soudanais le 19 août. L'accord avait été renvoyé au gouvernement en mai 2026, des parlementaires craignant que certaines de ses dispositions ne compromettent la souveraineté économique du pays et son contrôle sur des secteurs stratégiques. Le gouvernement avait également souligné que l'absence de ratification avait empêché le Soudan du Sud de profiter pleinement de certaines initiatives présentées lors du Sommet Arabie saoudite-Afrique de Riyad de 2023. Les échanges commerciaux entre les deux pays restent très faibles, à 1,8 M USD en 2025, avec des exportations sud-soudanaises quasi nulles.

COMORES

Soutien de la BAD et du MDCF à la connectivité numérique

Le ministre comorien des Finances, Moussa Abderemane, a tenu, le 11 août, une réunion technique avec, notamment, les représentants de la Banque Africaine de Développement (BAD) et du Centre de coopération multilatérale pour le

financement du développement (MDCF) sur le projet de connectivité numérique des Comores. Le projet prévoit notamment un centre de données (*data-center*) piloté par l'Agence nationale de développement du numérique (ANADEN), une meilleure connexion entre les îles et une baisse des coûts d'accès à Internet. Il vise aussi à développer les paiements électroniques, améliorer la collecte des recettes publiques et soutenir l'économie numérique. Le MDCF, créé avec la participation de huit pays, parmi lesquels la Chine, l'Arabie saoudite et, plus récemment, le Kenya, a confirmé son intention de financer les études de faisabilité du projet.

DJIBOUTI

L'ONEAD s'associe avec une entreprise française pour renforcer le secteur de l'eau

Le 10 août 2026, dans le cadre des efforts de Djibouti pour améliorer la gestion et les infrastructures du secteur de l'eau et de l'assainissement, l'Office national de l'eau et de l'assainissement de Djibouti (ONEAD) a signé une convention de partenariat avec la Société d'Outillage et de Construction (SOC). Cette entreprise française spécialisée dans le génie civil et les travaux d'installation électrique renforcera les compétences techniques des équipes djiboutiennes. En effet, l'accord prévoit l'accompagnement des techniciens de l'ONEAD dans plusieurs métiers liés à la gestion des réseaux d'eau et des infrastructures d'assainissement. La SOC contribuera ainsi à la montée en compétence des personnels de l'opérateur public sur des activités essentielles liées à la distribution d'eau potable et au traitement des eaux usées.

ÉTHIOPIE

El Niño menace plus de 70 % de la production agricole nationale éthiopienne

Alors que les régions Afar et Somali subissent actuellement une forte sécheresse, aggravant les épisodes de faim, l'Éthiopie se prépare à un nouvel épisode climatique d'El Niño, qui pourrait affecter plus de 70 % de la production agricole nationale. La FAO a lancé un appel d'urgence de 50 M USD afin de protéger 4,66 millions de personnes vulnérables entre juin 2026 et mars 2027, notamment à travers

des actions d'anticipation et de réponse précoce aux chocs affectant leur sécurité alimentaire et leurs moyens de subsistance. Le phénomène d'El Niño devrait réduire les précipitations et aggraver la sécheresse dans les régions centrales, septentrionales et orientales pendant la saison des pluies (juin-septembre), tandis que le sud et le sud-est pourraient être exposés à des pluies intenses et des inondations. 163 *woredas* (division administrative locale) sont considérés comme vulnérables, dont 114 nécessitent des mesures anticipatoires, concernant environ 9,3 millions de personnes. Ces risques interviennent après plusieurs années de chocs climatiques ayant fragilisé les moyens de subsistance ruraux.

Forte baisse des taux obligataires de court terme

Le rendement moyen pondéré des bons du Trésor à court terme a diminué de 6,2 points de pourcentage en un an, passant de 15,36 % en juillet 2025 à 9,18 % en juillet 2026. Alors que le montant levé par le gouvernement lors des adjudications de juillet est resté relativement stable, à 64 Md ETB contre 61,4 Md ETB un an auparavant, les offres reçues ont progressé de 84,3 Md à 208,2 Md ETB (+147 %). Cette hausse de la demande intervient dans un contexte d'élargissement de la base d'investisseurs et d'approfondissement du marché domestique des titres publics, soutenus par les réformes engagées ces dernières années. Elle permet au gouvernement de se financer à court terme à des taux sensiblement inférieurs à ceux observés un an auparavant. Les banques demeurent toutefois des détentrices importantes de titres publics. En parallèle, selon le FMI, le crédit au secteur privé progressait de 50 % en glissement annuel en mars 2026, contre 0,3 % pour le crédit au gouvernement.

Les exportations minières dépassent 5,6 Md USD en 2025/26

Selon le ministère éthiopien des Mines, l'Éthiopie a généré des recettes d'exportation minières de 5,65 Md USD au cours de FY 2025/26. Ces recettes sont principalement portées par une production aurifère de 44 tonnes par les exploitants artisanaux et les sociétés minières. En plus de la génération de devises étrangères qu'il a permise, le secteur a également eu un impact positif sur les emplois, ayant créé 271 000 emplois permanents au cours de FY

2025/26. En outre, le ministère a annoncé que des avancées avaient été faites dans l'octroi de licences d'exploitation et le développement de produits miniers destinés à remplacer certaines importations. Considéré comme l'un des cinq secteurs prioritaires de l'économie éthiopienne, le secteur minier devrait poursuivre sa croissance au cours du prochain exercice. Le gouvernement ambitionne de porter les recettes d'exportation minières à 6,7 Md USD en 2026/27, soit une progression d'environ +19 %.

KENYA

Le taux directeur à nouveau maintenu à 8,75 %

Le 11 août 2026, le Comité de politique monétaire (MPC) de la Banque centrale du Kenya a maintenu, pour la 3^e fois consécutive, le taux directeur à 8,75 %, une décision jugée appropriée pour ancrer les anticipations d'inflation et stabiliser le taux de change. Cette décision s'appuie sur la stabilité de l'inflation (+6,5 % en juillet, dans la fourchette cible de +2,5 à +7,5 %) et une activité toujours dynamique (+5,3 % au T1 2026), mais aussi sur la prudence face aux incertitudes entourant les cours pétroliers mondiaux et aux risques accrus à l'automne liés au phénomène El Niño.

L'indice PMI repasse au-dessus du seuil d'expansion

L'indice des directeurs d'achat (PMI – Purchasing Managers Index), publié par Stanbic Bank, est un indicateur avancé de l'activité économique. Allant de 0 à 100, l'indice indique une expansion de l'activité lorsqu'il se situe au-dessus de 50 et une récession lorsqu'il se situe en deçà. En juillet, le PMI kényan est passé à 51,3 (contre 50,0 en juin), franchissant pour la première fois depuis février le seuil d'expansion de 50 points. Ce rebond s'explique par une solide hausse des nouvelles commandes, la plus rapide depuis janvier, portée par les recommandations de clients et de nouveaux produits. La production a toutefois continué de se contracter pour le cinquième mois consécutif, l'inflation élevée et les tensions de liquidité limitant la capacité des entreprises à répondre à la demande. L'emploi a progressé grâce à des embauches de courte durée, tandis que les coûts des intrants restaient élevés (37 % des entreprises), sur fond de tensions logistiques et de prix du carburant liées au conflit au Moyen-Orient.

Approbation de la cotation du premier fonds indiciel bancaire domicilié localement

Le 11 août 2026, l'Autorité des marchés de capitaux (CMA) a approuvé la cotation d'un fonds indiciel coté (Exchange Traded Fund, ETF) innovant, le WSA Banking Index ETF, à la Nairobi Securities Exchange (NSE), troisième ETF de la place et premier ETF domicilié au Kenya, après l'Absa NewGold ETF qui suit le cours de l'or physique et le Satrix MSCI World Feeder ETF qui suit les actions mondiales de grande et moyenne capitalisation sur les marchés développés. Structuré comme un fonds ouvert, l'ETF répliquera la performance de l'indice bancaire de la NSE en investissant dans les actions des banques qui le composent (Equity Group, KCB Group, Co-operative Bank, Absa Bank Kenya, NCBA Group, Standard Chartered Bank Kenya, Stanbic Holdings, I&M Group, Diamond Trust Bank, HF Group et BK Group).

Le NIF fixe un rendement minimal de 7 % pour ses projets

Le projet de Fonds national pour les infrastructures (NIF), soumis à la commission des Finances et de la Planification nationale du Parlement (consultation publique jusqu'au 24 août 2026), prévoit que les projets sélectionnés doivent générer un rendement annuel d'au moins 7 % sur la participation du Fonds, comparable aux attentes de dividendes des actionnaires. L'exposition à un secteur est plafonnée à 40 % des actifs et celle à un projet à 20 %. Les projets insuffisamment rentables pourraient néanmoins être retenus s'ils bénéficient de garanties ou de subventions publiques, permettant de financer des infrastructures à forte importance politique ou sociale. La gouvernance repose sur un conseil de gouvernance, présidé par le ministre du Trésor, chargé de définir la politique, et un conseil d'administration chargé de sa mise en œuvre. Ce dernier a été nommé en juillet, tandis que le recrutement du directeur général est en cours. Thika Road, le corridor Athi River-Namanga et la modernisation de JKIA figurent parmi les projets envisagés. Le NIF vise à mobiliser 5 000 Md KES (38,6 Md USD) via la monétisation d'actifs, les fonds de pension, les partenaires souverains, le capital-investissement et la finance climatique.

Publication du plan d'emprunt extérieur 2026/27

Le Trésor national (ministère des finances) a publié le Plan annuel d'emprunt ([Annual Borrowing Plan](#)) pour

l'exercice 2026/2027, fixant un objectif de financement extérieur de 5,4 Md USD pour l'année fiscale en cours. Les prêts-programmes (appui budgétaire) totaliseraient 1,4 Md USD, dont 763 M USD auprès de la Banque mondiale et 617 M USD auprès de la Banque africaine de développement (BAD), l'essentiel des décaissements étant prévu au T1 2027. L'emprunt commercial atteindraient 2,2 Md USD, avec notamment une euro-obligations de 815 M USD attendu au T4 2026 et une opération de restructuration de dette de 1 Md USD dans le cadre d'un Food Security Swap, prévue au T1 2027. Des prêts et obligations Samurai sont également prévus. Des prêts et obligations Samurai sont également programmés. Les prêts-projets et dons-projets représenteraient respectivement 1,47 Md USD et 335 M USD, avec des décaissements répartis de manière relativement régulière sur l'exercice. Enfin, 1,2 Md USD d'« autres financements extérieurs », concentrés au T3, sont envisagés sous réserve des approbations réglementaires requises.

MADAGASCAR

Arrivée du premier pétrolier de gasoil importé par la State Procurement of Madagascar

Le pétrolier Sunda 1, transportant 64 000 tonnes métriques de gasoil à destination de Madagascar, a accosté le 12 août au Port de Tamatave, afin d'approvisionner la compagnie nationale d'électricité Jirama dans un contexte d'étiage. Cette importation entre dans le cadre d'un accord entre la State Procurement of Madagascar (SPM, étatique) et le groupe nigérian Sahara. Elle a été rendue possible par l'adoption de la nouvelle loi n°2026-006 du 3 août 2026 régissant l'aval pétrolier, et permettant à l'État malgache d'intervenir directement dans l'importation d'hydrocarbures via une entité dédiée. Dans ce cadre, le Groupement pétrolier de Madagascar (GPM) a alerté sur les risques de perturbations de la distribution du carburant au niveau local et sollicité une concertation afin d'anticiper les contraintes identifiées, dont les capacités de stockage, et préserver la continuité de l'approvisionnement du marché. Un deuxième pétrolier (le Meissa), est actuellement en route et devrait arriver à Tamatave le 24 août prochain, transportant du supercarburant et du pétrole lampant.

MAURICE

L'Economic Development Board dévoile son plan d'action 2026/27

Le Conseil d'administration de l'Economic Development Board (EDB) a approuvé, fin juillet, son plan d'action 2026-2027 regroupant plus de 200 actions en 28 initiatives prioritaires. L'EDB vise notamment à attirer 38 à 40 Md MUR (0,74 Md EUR) d'IDE, mobiliser 125 Md MUR (2,3 Md EUR) d'investissements privés et porter les exportations de biens et services à plus de 495 Md MUR (9,1 Md EUR). Il ambitionne également de positionner Maurice parmi les 10 premières économies du premier rapport B-READY de la Banque mondiale. Le plan cible plusieurs secteurs à fort potentiel, notamment les services financiers, l'économie bleue, l'agro-industrie, les sciences de la vie et la santé, l'économie numérique et les industries manufacturières de haute technologie. Il prévoit également le déploiement de l'AI City Scheme, destiné à attirer à Maurice des entrepreneurs technologiques, innovateurs en IA et des investisseurs dans les technologies avancées, ainsi que le renforcement des dispositifs de facilitation des affaires. Cette stratégie s'accompagne d'un effort accru pour attirer les compétences internationales : les demandes d'Occupation Permit sont passées de 3 710 en 2018 à 10 550 en 2025, confirmant l'intérêt croissant pour Maurice comme destination d'investissement, de travail et de résidence.

UGANDA

Facilitation des paiements en yuan avec la Chine

La Stanbic Bank est devenue la première banque en Ouganda à intégrer le China Cross-Border Interbank Payment System (CIPS), une semaine après sa filiale kényane, permettant aux entreprises de d'effectuer directement leurs règlements en yuan. Jusqu'à présent, les transactions des importateurs s'effectuaient en dollars et étaient reconverties en yuan. Avec cette plateforme, elles seront effectuées sans intermédiaire et l'exposition au risque de change sera limitée. La Chine, premier fournisseur de l'Ouganda, représentait 17,5 % des importations ougandaises totales en 2025. Ces échanges bilatéraux continuent de s'intensifier :

l'Ouganda a importé pour plus de 3 Md USD (+22,5 % en variation annuelle) de biens en provenance de Chine en 2025, principalement des biens manufacturés et des machines.

La Banque centrale maintient sa politique monétaire inchangé

Le comité de politique monétaire de la Banque centrale a annoncé, le 13 août, par l'intermédiaire du gouverneur Michael Atingi-Ego, le maintien du taux directeur à 9,75 %, inchangé depuis octobre 2024. Cette décision intervient alors que l'inflation sous-jacente reste maîtrisée, à +3,4 % en juillet 2026, stable par rapport à juin. La pression sur les prix de l'énergie (+14,9 %) alimente l'inflation globale, qui atteint son plus haut niveau depuis septembre 2025, à +4,0 %. La Banque centrale anticipe une remontée de l'inflation entre +5,5 % et +6,0 % sur les 12 mois à venir, sous l'effet des prix des hydrocarbures, ce qui constituerait son plus haut niveau depuis 2023. Elle devrait revenir autour de la cible de +5,0 % de la Banque centrale courant 2027.

RWANDA

Les transferts de la diaspora en hausse de +27 % en 2025

Les transferts de fonds de la diaspora rwandaise ont augmenté de +27,3 % en 2025, pour atteindre un montant record de 640 M USD, selon la Banque Nationale du Rwanda (BNR), soit près du double du montant enregistré cinq ans auparavant. Cette hausse fait suite à un léger recul à 502 M USD en 2024, après une progression de 379 M USD en 2021 à 505 M USD en 2023. Les circuits non bancaires restent le moyen de transfert privilégié, utilisés par environ 63 % de la diaspora, le paiement mobile étant le canal le plus courant. Les bénéficiaires utilisent principalement ces fonds pour les besoins du ménage, 53 % étant consacrés à l'alimentation et à l'habillement, 10 % à la création d'entreprises, et le reste étant dirigé vers l'immobilier et d'autres investissements.

L'inflation grimpe à +13,8 % en juillet, un plus haut depuis septembre 2023

Le taux d'inflation du Rwanda a atteint +13,8% en juillet 2026 (après +12,7% en juin), son plus haut niveau depuis septembre 2023 et une quatrième hausse mensuelle consécutive. Cette hausse a été portée par

l'alimentation à +12,6% (après +8,0%), notamment les légumes à +17,3% (après +11,8%), ainsi que l'ameublement à +10,4% (après +10,2%) et l'éducation à +11,8% (après +11,3%). D'autres postes ont ralenti : logement et charges à +20,5% (après +23,3%), transport à +27,5% (après +29,1%), boissons alcoolisées et tabac à +11,0% (après +13,5%), restaurants et hôtels à +12,8% (après +13,4%), santé à +2,5% (après +6,5%), et habillement et chaussures à +2,8% (après +4,7%).

Un financement de 65 M EUR pour la résilience climatique dans le nord-ouest du pays

Le Rwanda et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont signé le 5 août 2026 un accord de financement de 65 M EUR pour le Projet de résilience communautaire des Volcans (VCRP), destiné à renforcer la résilience climatique, protéger la biodiversité et améliorer les conditions de vie dans le nord-ouest du Rwanda. Couvrant les districts de Gakenke, Burera, Musanze, Nyabihu, Rubavu, Rutsiro, Ngororero et Muhanga, le projet bénéficiera à plus de 2,3 millions de personnes exposées aux inondations, glissements de terrain et érosion des sols. Il financera des infrastructures de réduction des risques d'inondation, la restauration des bassins versants, la réhabilitation des paysages, la conservation de la biodiversité et des moyens de subsistance durables. Le VCRP est coordonné par le ministère de l'Environnement, avec l'appui d'agences rwandaises spécialisées dans l'eau, la météorologie, l'environnement et le développement. Cet accord s'inscrit dans le partenariat continu entre le Rwanda et la BEI sur le climat et les infrastructures résilientes.

SEYCHELLES

Accord d'approvisionnement en carburant entre SEYPEC et TotalEnergies pour sept ans

Le gouvernement seychellois a approuvé le 12 août un accord portant sur la fourniture de carburant au bénéfice des Seychelles entre la compagnie pétrolière nationale Seychelles Petroleum Company (SEYPEC) et le français TotalEnergies. D'une durée de sept ans, l'accord commercial vise le renforcement de la sécurité énergétique de l'archipel à travers un contrat d'approvisionnement permettant une flexibilité financière à travers l'extension des délais de paiement. Il prendra en compte les évolutions des prix internationaux du carburant durant la période du contrat, et doit garantir un approvisionnement continu en produits pétroliers, tout en préservant la trésorerie de la SEYPEC.

SOMALIE

32 M USD de recettes portuaires et aéroportuaires non vérifiées

L'Auditeur général somalien a signalé être dans l'incapacité de vérifier les 32,2 M USD de recettes déclarées du port et de l'aéroport de Mogadiscio (28,2 M USD et 4 M USD respectivement). En l'absence d'états financiers audités fournis par les sociétés concessionnaires turques Albayrak et FAVORI, il souligne les lacunes dans le contrôle des recettes reversées à l'État. Selon les contrats de concession, l'État fédéral doit percevoir une part importante des recettes du port et de l'aéroport. L'Auditeur général recommande donc de renforcer les mécanismes de contrôle et les obligations de présentation des comptes des concessionnaires afin de garantir que l'État somalien perçoive l'intégralité des recettes qui lui reviennent.